

## Déclaration Liminaire

Le CTPD emploi s'est tenu en décembre 2010. 30 emplois au total doivent disparaître en 2011: 21 dans la Filière Fiscale et 9 dans la Filière Gestion Publique. Suppression de 7606 depuis 2000.

Cette politique de suppression d'emplois impacte le quotidien des agents ainsi que la qualité du service rendu à l'usager. Les conditions de travail se détériorent, le malaise se développe. Et pour la première fois, le rapport spécial de l'Assemblée Nationale écrit que « **la DGFIP doit se préoccuper des conditions de travail et du climat interne pour éviter de créer un syndrome France Telecom.** »

Au sujet des numéros 1: ce rapport précise que « La création de la DGFIP a rendu indispensable la constitution d'un nouveau corps pour permettre la nomination des responsables des directions locales unifiées. Le corps des administrateurs des finances publiques a été créé en février 2009 et il **est doté de son propre échelonnement indiciaire. Sa gestion est présentée comme « dynamique » car les performances managériales de ces cadres font l'objet d'une évaluation régulière ainsi que le degré d'implication dans leurs fonctions. Une partie de leurs primes en dépendent.** »!!!

Les représentants de la CGT-Finances Publiques ne cessent de dénoncer cette politique destructrice du service public tel que nous le connaissons.

D'après certains économistes, « **l'état sera appelé à jouer un rôle crucial en 2011 pour soutenir l'économie mondiale...les missions de base d'un État consistent à assurer la sécurité physique de ses citoyens, et à promouvoir des institutions efficaces et une administration compétente** » Laza KEKIC de l'Economist Intelligence Unit En France, la grippe H1N1, puis le médiateur sont là pour nous rappeler tous les bienfaits de nos gouvernements pour protéger les citoyens. Quant à l'administration compétente...mais la multitude de cadres supérieurs est là pour veiller; pour s'en rendre compte il suffit de lire le rapport de l'Assemblée Nationale sur la DGFIP.

Nous n'avons pas participé pas à cette pseudo réunion paritaire qui ne fait qu'entériner les suppressions d'emplois.